

Questions orales

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, j'accepte la suggestion et la réprimande du député.

M. l'Orateur: On pourrait peut-être autoriser le député de York-Sud à répondre à une autre question supplémentaire, mais les députés auront sans doute remarqué que nous parlons toujours du même sujet, j'espère qu'ils essaieront de veiller à ce qu'on donne l'occasion de parler à certains députés de l'arrière-ban qui essaient de poser des questions depuis plusieurs jours.

LE PÉTROLE DES SABLES BITUMINEUX—L'APPLICATION DE LA MESURE RELATIVE AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET LE CAS DE LA SYNCRUDE

M. David Lewis (York-Sud): Je désire poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie et du Commerce. Examine-t-il ou examinera-t-il les transactions de Syncrude pour l'exploitation proprement dite des sables pétrolifères du point de vue des critères qui se trouvent maintenant dans le bill sur les investissements étrangers qui est revenu du comité? S'il trouve que le bill actuel ne porte pas là-dessus, le fera-t-il modifier de manière que cette vente assez massive d'une ressource canadienne importante à des sociétés étrangères puisse au moins être contrôlée?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Tout comme mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, monsieur l'Orateur, je me réjouis d'obtenir des détails sur la proposition. J'examinerai sans aucun doute la question lorsque je connaîtrai ces détails.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA SUBVENTION AU JOURNAL *LE SOLEIL*—LE REMBOURSEMENT POSSIBLE EN CAS DE VENTE—ON DEMANDE DES RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE L'ENTENTE INTERVENUE ENTRE LES PARTIES

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, en l'absence du ministre de l'Expansion économique régionale, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné que le quotidien *Le Soleil* de Québec a bénéficié d'une subvention très substantielle du ministère de l'Expansion économique régionale, et étant donné la vente éventuelle de ce quotidien au cartel Power Corporation, le premier ministre peut-il dire à la Chambre si, dans la lettre de promesse de subvention, une disposition prévoit le remboursement obligatoire de la subvention advenant la vente de cette entreprise?

M. Marcel Prud'homme (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, j'aimerais faire remarquer à l'honorable député que la subvention accordée au journal *Le Soleil* n'était pas nécessairement pour le journal lui-même, mais pour l'ensemble de l'exploitation, qui comprend autre chose que le journal lui-même.

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, étant donné que j'avais justement inscrit au *Feuilleton* une motion visant à obtenir des renseignements supplémentaires, le secrétaire parlementaire pourrait-il préciser davantage le contenu de cette entente qui a été convenue entre

[M. Lewis.]

les dirigeants du journal *Le Soleil* et les imprimeries qui sont des entreprises connexes?

M. l'Orateur: Il me semble que des renseignements aussi détaillés que ceux-là devraient normalement être donnés à l'appel des motions. Si le secrétaire parlementaire peut répondre brièvement à la question, je lui donnerai la parole à cette fin, après quoi je donnerai la parole au très honorable député de Prince-Albert.

M. Prud'homme: Très brièvement, monsieur le président, j'aimerais référer l'honorable député aux débats que lui-même et deux autres de ses collègues, dont le député de Compton (M. Latulippe), ont soulevés. La réponse que nous avons lors de ces deux débats est la même que je pourrais donner aujourd'hui.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POLLUTION DE LA RIVIÈRE SOURIS À LA SUITE D'AMÉNAGEMENTS ENTREPRIS DANS LE NORD-DAKOTA—DEMANDE D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La Fédération canadienne de la faune, par l'intermédiaire de son distingué directeur, M. Orville Erickson, a communiqué avec le ministre au sujet du projet de détournement du Garrison dans le Nord-Dakota, ce qui crée un grave problème de pollution dans la rivière Souris avant qu'elle ne pénètre dans le Manitoba, problème que le United States Bureau of Reclamation a déjà reconnu. Le ministre voudrait-il insister immédiatement aux termes de la loi du traité des eaux limitrophes internationales pour qu'un tel projet soit suspendu jusqu'au règlement du problème de pollution et d'autres du même genre?

● (1140)

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je puis assurer le très honorable député que j'étudierai bien sérieusement sa question.

* * *

L'IMMIGRATION

LA RECTIFICATION DU STATUT D'IMMIGRATION—LE SUCCÈS DES PROGRAMMES—L'INCITATION À L'INSCRIPTION

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre responsable de l'immigration suite aux rapports selon lesquels les enregistrements dans le cadre de la politique de dernière chance sont faibles. Le ministre pourrait-il nous dire à combien s'élèvent maintenant les enregistrements et quels programmes précis il a pour inciter ces gens à aller se faire enregistrer. Il me semble que nous ne pouvons nous permettre des déportations massives le 15 octobre. Quels sont les plans du ministre à ce sujet?